

Communications

Le positionnement du français, langue africaine des affaires : le cas de l'Afrique du Sud.

Olivier Fléchais

University of Cape Town

Department of Modern & Classical Languages

en association avec le CALSSA (Centre africain de recherches et de services linguistiques - UCT)
et GERFLINT Afrique australe

Est-il vraiment nécessaire de prouver l'utilité économique de l'apprentissage d'une langue étrangère pour un pays donné ? En Europe peut-être pas, mais dans les pays anglophones hors Union européenne, l'apprentissage d'une langue étrangère n'est pas une priorité pour les étudiants. Pour la majorité des anglophones, le village planétaire parle anglais. Au-delà du Commonwealth, point de salut. Ainsi être enseignant de langue étrangère dans un pays anglophone n'est pas tâche aisée car la charge normale de l'enseignant s'accompagne d'une copieuse dose de compétences en relations publiques : l'enseignant devient agent de marketing. Il faut convaincre, assurer et rassurer avant que l'étudiant ne devienne apprenant. C'est en termes de capitalisation pour l'avenir qu'il faut établir son cursus en vue de retour sur investissement en fin d'études. Rien ne sert dans un pays émergent comme l'Afrique du Sud d'invoquer de culture passionnante de la francophonie pour s'attirer une clientèle linguistique : la survie économique passe en priorité. Il faut également utiliser les arguments du cru pour battre l'*ennemi* (dans notre cas, le pragmatisme) sur son propre terrain. Pourquoi continuer de se lamenter sur le déclin du niveau des études de langues étrangères en Afrique du Sud comme on l'entend si souvent dire et répéter ? Comment se fait-il, diront les traditionalistes, les yeux humides de mélancolie des jours anciens et la voie nouée d'angoisse, que Voltaire et Césaire ne soient plus étudiés en première année mais en troisième année de cursus ? Tout simplement parce que la clientèle estudiantine a changé, au gré de ses besoins et de ses envies et que, inéluctablement, après que le pragmatisme a épuisé ses charmes, on reviendra bien à Voltaire un jour.

Suite aux grands changements en Afrique du Sud, les étudiants d'hier ne sont pas ceux d'aujourd'hui, en l'occurrence dans les universités anglophones d'Afrique du Sud, ne sont plus les enfants des *liberals* bien pensants, mais ces nouveaux étudiants qui s'enorgueillissent d'un anglais sud-africanisé devenu norme, emprunt d'afrikaans, de zoulou, de yiddish, d'arabe. Adieu donc cet anglais colonial, plus anglais que l'anglais de la reine, adieu donc l'apprentissage du français aux enfants de bonne famille parce qu'il leur fallait bien de la culture oxfordienne pour réussir dans la vie. Les écoles, lycées et universités sud-africains anglophones sont enracinés très clairement dans l'Afrique et les apprenants sont issus des onze langues officielles du pays.

Le français, de loin la langue étrangère la plus apprise en Afrique du Sud est un produit de la catégorie des services. Cette vue du français n'est aussi mesquine et mercantile qu'elle en a l'air car, au-delà des bénéfiques carriéristes se miroite une certaine idée du français à laquelle les plus ardents défenseurs de la langue française n'avait pas songé. Pour reprendre les propos des classiques, ceux d'Aristote rapportés au monde romain par l'historien Pline l'Ancien : *ex Africa semper aliquid novi*.

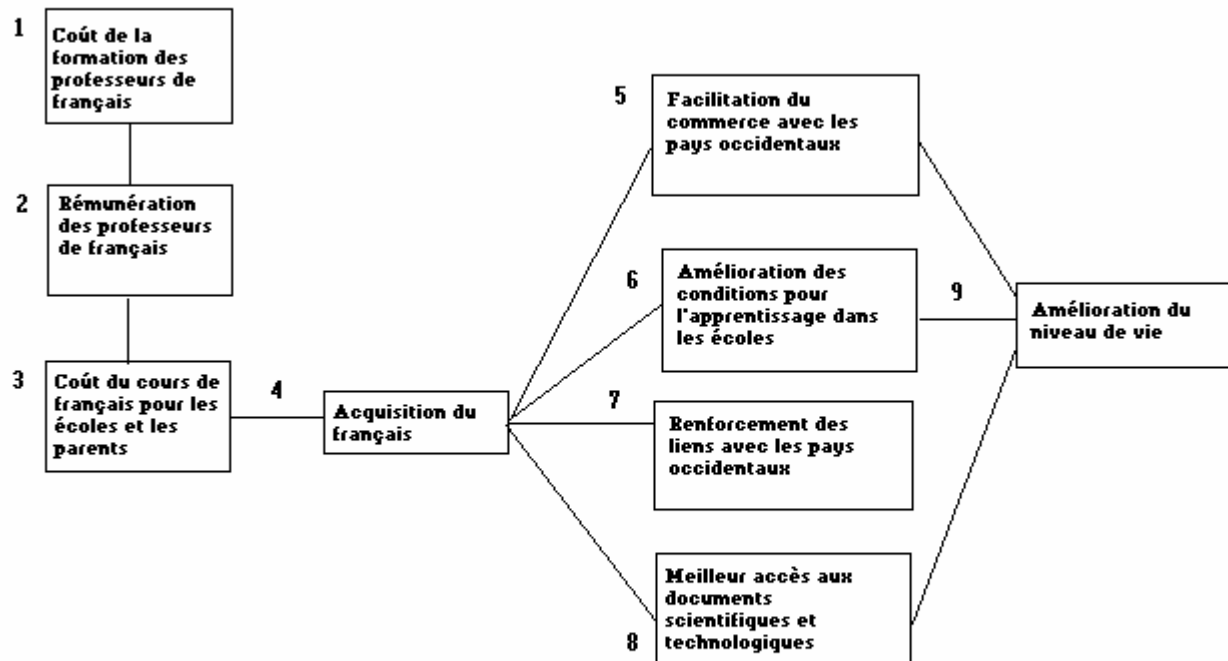
La langue française et la Renaissance africaine

A priori, ce qui a de nouveau en Afrique n'inspire pas espérance. L'Afrique, continent doté d'une extrême richesse naturelle est le plus pauvre continent de l'ère de la mondialisation. C'est donc par le développement du potentiel humain que cette richesse, jusqu'à maintenant encore et toujours *potentielle*, se matérialisera. L'Afrique offre une vue de l'humanité dont on se passerait bien : famines, guerres ethniques, guerres transfrontalières, corruption, fléaux naturels et épidémies, faillites des économies et palmarès étourdissant de pays les plus démunis de la planète. Presque fataliste, nous pourrions dire que plus un pays africain a un sous-sol riche, moins il a de chance de se développer, tant la convoitise de ses richesses anime les guerres. Ainsi l'Angola et le Congo, connus pour leurs réserves naturelles ne parviennent pas à maintenir la paix civile.

Mais pourquoi la nouveauté africaine ne serait-elle pas plutôt un message d'espérance ? Le Président Nelson Mandela a lancé le début d'une ère nouvelle, celle de la *Renaissance africaine*. Elle est l'expression d'un continent africain qui veut changer et dont l'Afrique du Sud se veut le moteur pour retrouver fierté, prospérité et dignité, bref, redonner un sens au Cap de Bonne Espérance. La Renaissance africaine ne peut donc rester une vaine conception : l'Afrique n'en a pas les moyens, même si les fardeaux du passé (décolonisation mal gérée, apartheid) font régulièrement surface dans la rhétorique des politiciens et administrateurs. L'Afrique du Sud est devenue le grand espoir de l'Afrique et le grand moteur de changement. Si l'Afrique du Sud veut avoir le poids économique et politique qu'elle prétend avoir, elle doit s'ouvrir aux pays francophones, lusophones, arabophones et arabofrancophones pour le mériter. De là est venu un essor inouï de l'apprentissage de la langue française en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique australe anglophone. Les pays comme le Zimbabwe et la Zambie (Chishiba : 1999) ont compris il y a longtemps que l'apprentissage quasi-obligatoire du français était la seule façon de forger une solidarité et une communication interafricaine. En Afrique du Sud, où l'apprentissage des langues étrangères n'est pas obligatoire ni dans l'enseignement secondaire, ni dans l'enseignement tertiaire (il y a déjà fort à faire avec les 11 langues officielles), le français est la première langue apprise, quelquefois au détriment des langues nationales. Ainsi, à l'université du Cap ou de Stellenbosch, le nombre d'apprenants de français dépasse largement celui des apprenants de xhosa ou de zoulou. Ce succès linguistique n'est pas dû à un encouragement quelconque de la part des instances universitaires, mais plutôt d'une explication intensive et continue de la part des enseignants au sujet des perspectives d'avenir de l'apprenant. Le nombre serait beaucoup plus élevé si les facultés autres que la faculté des humanités faisaient un aménagement curriculaire plus généreux pour les langues.

Le français connaît également un succès plus économique. En effet, la demande en français dans les échanges commerciaux ou dans les conférences internationales croît continuellement et ce, depuis les années 90. Le français devient victime de son propre succès avec une forte demande d'utilisation ou d'apprentissage et une offre d'enseignement qui n'augmente pas. Pour le développement d'un pays, les recherches ont démontré qu'il était plus économique à long terme de rendre les langues étrangères obligatoires au programme nationale que d'avoir recours de façon ponctuelle aux services d'interprètes et de traducteurs, qui somme toute reviennent très cher (Colomer, 1997 : 181-197) à

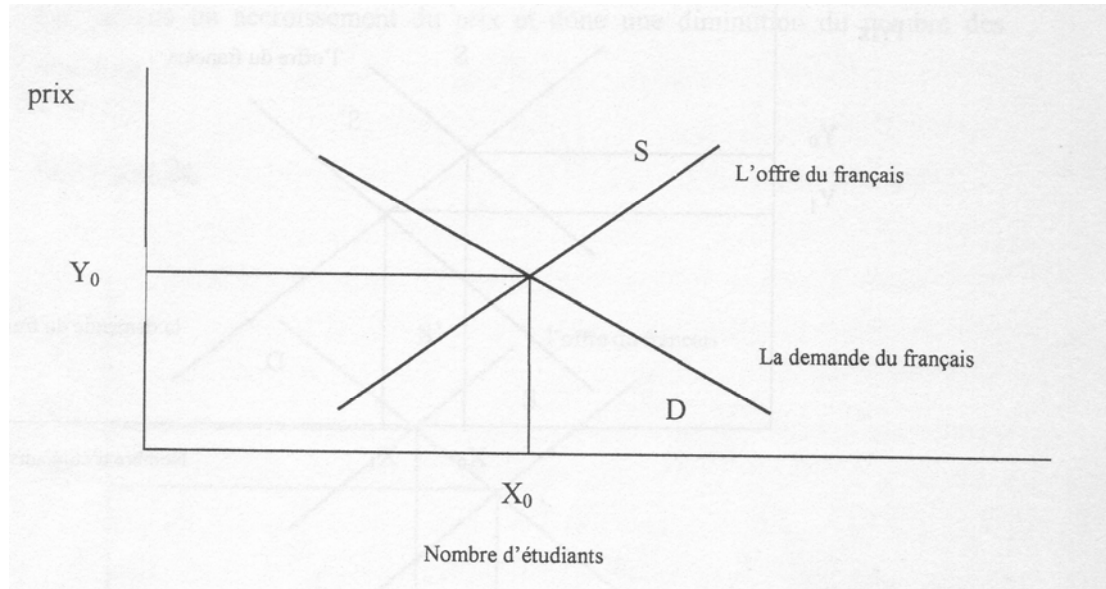
l'entreprise, l'ONG ou l'administration qui font appel à eux. Il a été aussi démontré que l'apprentissage des langues a des répercussions positives sur le niveau de vie comme le résume le schéma de Coulmas (1992).



Le tableau ci-dessus¹ nous rappelle que dans une économie de marché, la communication est tout aussi centrale que l'argent : comme il n'existe pas d'activité économique sans communication, cela occasionne des investissements obligés en apprentissage linguistique. Dans tous les cas de commerce international ou même national, l'agent économique se résigne à accepter le risque d'un niveau inférieur de compétence communicative s'il ne veut se résoudre à investir dans des ressources linguistiques. La décision d'apprentissage d'une langue étrangère dans un pays donné dépend dans une large mesure de la valeur économique et technologique de cette langue, à l'exception peut-être des pays sous contrainte politique d'une puissance étrangère.

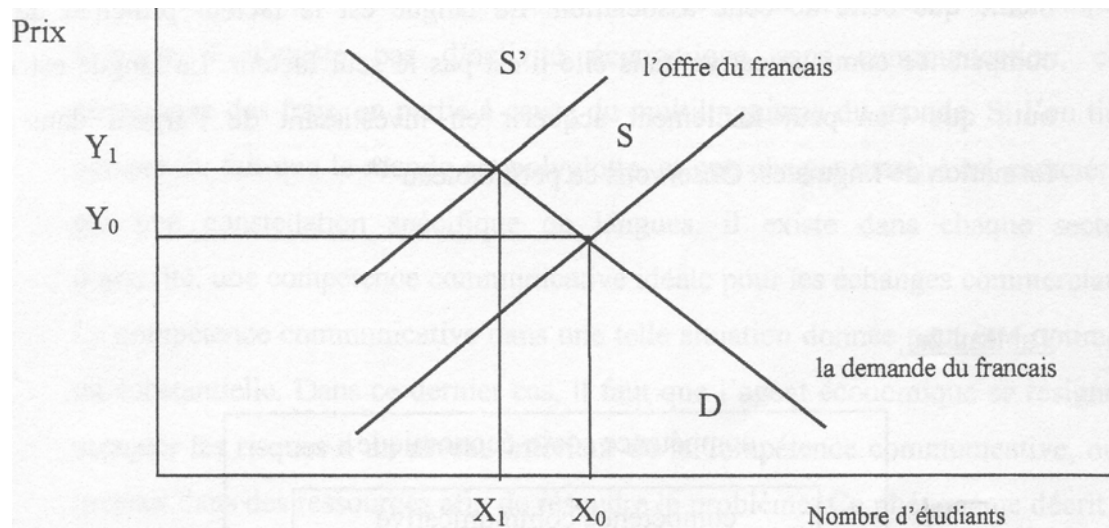
En Afrique du Sud, même si les chiffres officiels ne montrent pas un partenariat économique avec l'Afrique francophone à la hauteur des espérances (l'Union européenne reste son premier partenaire), les chiffres officiels sont plutôt optimistes (Colomer, 1997). Cependant, l'investissement en langues étrangères reste encore bien timide en Afrique du Sud car d'autres urgences éducatives attendent d'être réglées. Selon la loi de l'offre et de la demande, le prix équilibré d'un produit (ici le français) dépend de l'équilibre entre l'offre et la demande. Quand la demande est plus forte que l'offre,

le prix augmente jusqu'à ce que la demande soit satisfaite, ou plutôt, jusqu'à ce que la demande soit ralentie par des prix à la hausse. Dans le contexte de la politique d'éducation et des décisions économiques nationales la relation équilibrée entre le prix de l'enseignement et le nombre d'apprenants en langue étrangère est illustré par le schéma suivant :



¹ adapté de Coulmas, 1992 : 143

Quand on applique ce schéma au contexte sud-africain, il prend une courbe tout à fait différente (Margerison, 1999 : 60). La demande pour le français est élevée dans le secondaire mais l'Etat ne peut pas pourvoir à la demande : on observe une mutation vers la gauche de la croisée du prix de l'enseignement et du nombre d'étudiants, ce qui provoque une flambée des prix de la leçon ou du coût de l'enseignement. Après un certain temps, les parents qui ne peuvent pas se permettre de contribuer davantage aux frais de scolarité retirent leurs enfants des classes de français. Les aides apportées par la France ne peuvent pas endiguer une situation générale qui devrait être contrôlée par l'Etat sud-africain ou la Province.



Le français devient ainsi victime de son succès car il fait partie de la catégorie de produit de luxe de l'enseignement secondaire, alors qu'il devrait être un produit de masse pour répondre à une demande élevée en échanges diplomatiques et surtout économiques. L'Alliance Française ainsi que les institutions du tertiaire tentent de combler le retard pris par le secondaire. Un étudiant ou un actif du secteur privé peut réaliser son rêve d'apprentissage en tant que grand débutant, mais on le sait, l'intégration linguistique se fera plus lentement.

Pour parer aux besoins urgents en communication, le secteur privé et le secteur public font appel à des traducteurs et interprètes indépendants. Là encore, le manque de formation de haut niveau en traduction/interprétation en Afrique du Sud est une porte ouverte à toutes sortes d'abus linguistiques. On voit des professionnels auto-proclamés arriver sur le marché juteux de la traduction/interprétation faire valoir des prix imbattables aux dépens de la qualité. L'arrivée en masse de réfugiés politiques et économiques originaires de l'Afrique francophone et lusophone, et inquiets de trouver un travail de survie, fausse d'autant ce marché. Le client, confiant, et surtout pris de panique de voir ses clients francophones rejeter sa documentation en anglais, se précipite sur le premier *praticien linguistique* venu pour sauver son marché *in extremis*.

A ce sujet, les diverses associations pour la diffusion des langues nationales et étrangères préconisent de courtes formations au profit des utilisateurs de professionnels des langues. Celles-ci leur auraient pour but d'expliquer comment choisir un traducteur et comment vérifier sa compétence professionnelle et de souligner ce qui peut être raisonnablement attendu de ce praticien. Il n'est pas rare en effet de devoir expliquer que l'on ne peut pas demander à un traducteur de traduire un texte relatif au génie mécanique de vingt pages en une journée de travail. Il faut expliquer aussi que la traduction doit être prise en considération lors de la rédaction d'un projet commercial. De même, pour une meilleure collaboration avec les interprètes, les utilisateurs de services d'interprétariat (surtout en consécutif lors des réunions d'affaires) sont appelés à prendre un temps de pause après chaque idée clé, à ralentir le débit de paroles, non seulement pour laisser le temps à l'interprète de faire son travail mais pour profiter du processus de l'interprétation afin d'anticiper les réactions des clients.

Le français en Afrique du Sud a très clairement un avenir brillant à condition que les enseignants et les institutions où il est enseigné prennent conscience de l'importance du pragmatisme qui caractérise sa culture économique. Le français, c'est de l'argent pourrions-nous dire en slogan.

Bibliographie :

Chishiba, Gerald 1997 : Quelques réflexions sur l'enseignement du français en Zambie. Zambian Ministry of Education : Lusaka.

Colomer, Joseph, 1997. Trading with Francophone Africa : The Language Issue. Pretoria : CSIR.

Coulmas, Florian 1992. : Language and Economy. London : Blackwell.

Delamotte, Eric, 1999 : Le commerce des langues. Collection CREDIF *essais*. Paris : Didier.

Hymes, D.H. 1984 : Vers la compétence de communication. Paris : Hatier

Margerison, Angus 1999 : Le français en Afrique du Sud : étude portant sur la province du Cap Occidental.

Mémoire de maîtrise. University of Cape Town. : Le Cap, Afrique du Sud.

MOCI numéro 1320, 1998. Afrique du Sud : le début de l'après Mandela.

Strike, Norman, 1990. Foreign Languages at University: Irrelevant Luxury or Vital Necessity? Pretoria : UNISA